

Compte rendu allemand de l'entretien du 24 octobre 1940 entre Hitler et Pétain

Version de l'interprète Paul Schmidt.

Source : Delpla François, *Montoire*, Albin Michel, 1996 (annexes p. 438-444).

Le Führer commença par exprimer son regret d'avoir à rencontrer le maréchal Pétain dans des circonstances aussi pénibles. Il aurait été heureux, s'il en avait eu la possibilité, de faire plus tôt la connaissance du maréchal. L'entretien de ce jour constituait aussi la réponse à la lettre que le maréchal lui avait envoyée quelque temps auparavant.

Le maréchal répondit qu'il était très satisfait de l'accueil du Führer, malgré l'atmosphère douloureuse qui régnait partout. Il avait été particulièrement frappé de la compréhension que le Führer lui manifestait dans la situation difficile où il se trouvait. Sa position était vraiment tragique. Il avait toujours été contre la guerre avec l'Allemagne. De précédents gouvernements français l'avaient pour cette raison envoyé comme ambassadeur en Espagne. Quand la crise s'annonça en 1939, il avait demandé par deux fois qu'on le rappelle pour qu'il puisse reprendre ses fonctions au conseil supérieur de la Guerre. Car d'après ses informations la France était sur le point de se lancer dans une aventure funeste. Cela fut pour lui un moment très pénible et, quand pour finir il avait appris la déclaration de guerre de la France à l'Allemagne, il avait réussi à grand-peine à garder ses préoccupations pour lui. Il tenait cette déclaration de guerre pour une grande folie. Lui qui avait toujours été contre cette guerre, voilà qu'il était appelé maintenant à expier les fautes des gouvernements précédents.

M. Laval l'avait informé sur la conversation qu'il avait eue l'avant-veille avec le Führer. Il en avait conclu que le thème principal de l'entretien avait été la question de la collaboration entre les deux pays. Il regrettait qu'une telle collaboration n'ait pas été déjà mise en place dans les années précédant la présente guerre. Mais il était peut-être encore possible de rattraper le temps perdu. Les Anglais offraient pour cela la meilleure des occasions. Pour des alliés de la France, ils s'étaient depuis l'armistice particulièrement mal conduits envers elle. La France n'oublierait pas les événements d'Oran et l'agression de Dakar. Cette dernière action avait été menée, à l'instigation de l'Angleterre, par un mauvais Français, un général français qui avait renié sa patrie. La France actuelle ne tolérait plus des choses de ce genre et cet officier avait été aussitôt condamné à mort, à la confiscation de ses biens et au bannissement perpétuel. Voilà comment la justice avait suivi son cours contre lui.

Les Anglais pourtant continuaient leurs agressions contre la France, particulièrement contre son domaine colonial. A Dakar, la France avait tenu bon. Il avait envoyé dans les colonies d'Afrique un officier, avec la mission de ramener les renégats sous l'autorité française. Dans ce domaine, puisque le Führer avait fait l'honneur à la France de parler de collaboration, il y avait peut-être un terrain sur lequel elle pouvait être mise en pratique entre les deux pays. Sans vouloir entrer dans les détails, il pouvait assurer, quant à lui, que tout ce qui dépendait de lui serait fait pour assurer l'emprise de la France sur ces territoires coloniaux.

En réponse à ces déclarations du maréchal Pétain, le Führer traça un rapide tableau du présent et du futur, tels qu'il se les représentait. Il savait que le maréchal Pétain n'avait pas été de ces hommes qui s'étaient prononcés pour une déclaration de guerre à l'Allemagne. Si cela n'avait pas été le cas, cette conversation n'aurait même pas pu avoir lieu. Cela étant, le fait historique demeurerait que la guerre avait été imposée à l'Allemagne en dépit des efforts opiniâtres du Führer pour éviter un nouveau conflit sanglant, et bien que l'Allemagne n'ait présenté aucune exigence à la France. Du côté français on avait fait la guerre pour des motifs qu'il avait brièvement exposés au président Laval. Il ne doutait pas que, dans le cas d'une défaite allemande, l'Allemagne ait eu plus à souffrir de la France qu'en 1918. Il était heureux que le destin lui ait permis de conduire dans cette guerre sa nation et sa Wehrmacht et, ainsi, d'écarter tout malheur du peuple allemand. Il croyait en outre que peut-être, à partir de ces événements, un bien pouvait encore advenir pour le futur. Il traitait la France en homme qui, comme le maréchal Pétain, n'avait pas voulu la guerre et voulait conserver sur la situation présente un regard lucide en vue de l'avenir.

En tout cas, une chose allait de soi: une nation ne pouvait déclarer la guerre sans motif fondé sans avoir à répondre plus tard des conséquences de cette attitude. Il était donc naturel que la France fût mise à contribution pour la couverture des frais de la guerre, pour autant qu'on pouvait les compenser par des territoires ou des biens. S'il se posait aujourd'hui la question, avec son allié Mussolini, de savoir dans quelle direction la politique finirait par s'orienter, il le faisait dans un moment où le sort de la guerre était déjà militairement tranché.

Il se tournait vers le soldat de grande envergure qu'il savait être le maréchal Pétain, pour confirmer cet avis sur le plan militaire. Le résultat des batailles précédentes était l'anéantissement de la position militaire anglaise sur le continent. Il était décidé à poursuivre ce combat jusqu'à l'anéantissement de la centrale insulaire de l'empire mondial britannique. Les opérations militaires contre l'Angleterre ne dépendaient que des conditions atmosphériques, exactement comme dans l'automne de 1939, déjà, il avait fallu à cause du mauvais temps différer la décision finale immédiate à l'ouest que le Führer avait planifiée. Cet ajournement, qui s'était élevé à sept mois, n'avait cependant rien changé à l'issue finale de ces opérations. Et si on pouvait en déduire également que les conditions atmosphériques pouvaient obliger l'Allemagne à différer pendant des semaines ou des mois l'assaut direct contre l'Angleterre, celle-ci n'en serait pas moins entre-temps pilonnée de manière croissante par la voie des airs et, dans la guerre maritime, en butte à l'activité croissante des sous-marins et au minage intensifié des ports. La propagande britannique, depuis le début du conflit, se partageait entre la sottise tromperie et le mensonge éhonté. Il pouvait assurer au maréchal Pétain que dans les annonces anglaises de pertes allemandes en sous-marins et en avions il n'y avait pas un mot de vrai. L'aviation allemande poursuivait inébranlablement le combat au-dessus de l'Angleterre, et le nombre total des sous-marins perdus depuis le début du conflit s'élevait à 28. En outre, le programme mensuel de production des sous-marins, qui était présentement de 10, allait s'accroître régulièrement, avec 14 unités en décembre, 17 en mars-avril, 24 en juillet-août et, au début de 1942, de 30 à 34.

L'Angleterre était bombardée en permanence de jour et de nuit et elle avait reçu, en incluant Londres, 5 à 8.000 tonnes d'explosifs. Sitôt que les conditions atmosphériques le permettraient, la grande attaque contre l'Angleterre commencerait.

L'Angleterre avait perdu sa position continentale et même sa situation insulaire était devenue intenable. Mais elle ne voulait pas l'avouer. Elle espérait toujours en l'Amérique et la Russie.

Cependant l'Amérique, vu l'état actuel de son équipement, ne pourrait jouer aucun rôle important avant 1942. Mais d'ici là l'Angleterre serait soit occupée, soit transformée en un champ de ruines. L'idée d'un débarquement américain sur le continent était, militairement parlant, une illusion complète. La Russie était liée à l'Allemagne par des conventions. Même en faisant abstraction de ces conventions, le Führer voulait, pour éclairer les idées du maréchal Pétain, lui faire part des chiffres suivants: l'Allemagne posséderait en mars 1941 230 divisions, dont 196 offensives et de grande qualité. Parmi ces dernières, 20 Panzerdivisions avec du matériel allemand. A cela s'ajoutaient encore quatre brigades de Panzer avec un matériel en partie allemand et en partie pris à l'ennemi, et 12 divisions motorisées.

La production d'avions serait plus que doublée dans l'hiver. La Luftwaffe disposerait en avril de l'année prochaine de beaucoup plus d'avions qu'au 10 mai de cette année et verrait ses unités de combat et de chasse équipées d'un matériel neuf. Avec ses alliés, l'Allemagne représentait une puissance militaire qu'aucune coalition au monde ne pourrait attaquer ou vaincre. L'espoir anglais dans un effondrement intérieur de l'Allemagne était puéris, de même que ses discours sur les difficultés économiques de l'Allemagne. Telle se présentait aujourd'hui la situation militaire, si on la regardait froidement et sans délirer.

Malgré cette situation militaire favorable, il souhaitait sincèrement mettre fin à la guerre dès que possible, car il ne concevait pas qu'on pût rechercher la guerre, et encore moins s'y complaire. Chaque mois de prolongation de la guerre augmentait peut-être moins le

nombre des victimes que la somme des dommages matériels qui constitueraient un jour une lourde charge pour les peuples. Il n'y avait pas d'affaire moins rentable que la guerre. De cette conviction résultait son effort pour abrégé le conflit, par toutes les sortes de mesures imaginables, militaires, politiques et économiques. Il se rendait compte qu'une guerre plus longue non seulement pèserait sur l'Allemagne, mais nuirait grandement à toute l'Europe et que l'addition finale qu'il faudrait bien régler un jour augmenterait énormément. Cette addition finale serait réglée d'abord en satisfaisant les aspirations vitales de quelques peuples en Europe, aspirations qui jusqu'ici avaient été négligées ou au sujet desquelles ces peuples avaient été trompés. D'un autre côté, cette addition finale devait inclure les frais matériels de la guerre. Personnellement il était d'avis que l'Angleterre portait la responsabilité principale de la guerre et par suite devait aussi payer la plus grande partie des frais. Chaque mois gagné pour l'écroulement de l'Angleterre abrégérait d'autant la guerre et délivrerait le continent de ses soucis, de ses difficultés et de ses pertes humaines. Chaque mois supplémentaire de guerre allongeait la liste des victimes en Europe, éloignait le moment du retour d'une situation ordonnée et digne d'être vécue, et augmentait la faute à réparer. C'est pourquoi il pensait que tous les pays d'Europe qui avaient intérêt à la fin de la guerre devaient former dans cette intention une communauté continentale naturelle. Il était en train d'organiser une communauté européenne et en partie extra-européenne contre l'ennemi anglais du continent. Il avait pris contact avec le gouvernement français pour éclaircir jusqu'à quel point la France était disposée à entrer dans cette communauté et à collaborer avec elle. Les possibilités d'abrégé la guerre qui se dégageraient d'une collaboration entre l'Allemagne et l'Italie d'une part, la France de l'autre, devaient être précisées.

Le maréchal Pétain aborda dans sa réponse les buts de guerre franco-anglais qui, s'il avait bien compris le Führer, auraient visé en dernier lieu au morcellement de l'Allemagne. Un tel plan n'était jamais venu sous ses yeux et si par hasard on avait élaboré quelque chose de ce genre, on ne le lui avait pas soumis. Pour le reste il était clair que les puissances associées de France et d'Angleterre devaient payer les dommages causés par la guerre qu'elles avaient déclarée. Il espérait pourtant que le futur traité de paix ne serait pas un traité d'oppression, car cela empêcherait l'établissement de relations harmonieuses entre les peuples. Il partageait l'avis que, dans la répartition des responsabilités, il fallait faire des différences, pour encourager ceux qui voulaient prendre un nouveau départ avec de meilleures intentions.

Le plan du Führer comportait un encerclement de l'Angleterre sur toutes les mers et dans tous les pays limitrophes. Si la communauté dont le Führer avait parlé se réalisait, cela signifierait vraisemblablement pour l'Angleterre une fin rapide.

Il ne lui était pourtant pas possible de préciser d'ores et déjà les limites exactes de la coopération française avec l'Allemagne. Il pouvait seulement se prononcer sur le principe d'une telle collaboration. Le vice-président Laval avait déjà, lors de son premier entretien avec le Führer, donné de semblables assurances, que lui, Pétain, confirmait ici expressément. Au sujet des modalités de la collaboration, il ne pouvait cependant, sans réunir le Conseil des ministres français, prendre aucun engagement. A son retour, il ferait part au gouvernement français qu'il avait certes accepté le principe de la collaboration avec l'Allemagne mais ne s'était pas avancé plus loin, et qu'ainsi la France maintenait tout de même une porte ouverte vers son empire colonial.

Laval souligna l'importance de la déclaration que Pétain venait de faire, qui correspondait tout à fait à l'esprit de la conversation qu'il avait eue lui-même l'avant-veille avec le Führer. En acceptant le principe de la collaboration avec l'Allemagne, le maréchal Pétain avait fait allusion, au sujet de l'Afrique, où l'Angleterre était l'agresseur, aux possibilités militaires plus étendues de la France. Mais il fallait toujours prendre garde, en allant de l'avant, à l'état de l'opinion publique en France. La conversation entre le Führer et Laval avait éveillé des espoirs en un avenir meilleur, que la conversation de ce jour entre le Führer et Pétain augmenterait considérablement. Jusque-là, les Français s'étaient trouvés comme devant un mur, sans issue et sans espoir. Le fait que le Führer avait accepté un entretien et avait offert la collaboration avec l'Allemagne produirait sur l'opinion publique

en France une impression durable et favorable, et porterait un coup sévère à la propagande anglaise. Cependant, si la France voulait s'engager aujourd'hui sur les modalités de cette collaboration, cela ne ferait pas progresser ses relations avec l'Allemagne, mais aurait sur elles au contraire une influence néfaste. Le maréchal Pétain avait au reste signé une loi - exagérée du point de vue de Laval - suivant laquelle le droit de faire la guerre dépendait d'un vote du parlement. Si Pétain voulait déclarer la guerre à l'Angleterre, il devait pour cela convoquer le parlement, lequel était un vestige de l'époque précédente: pour des raisons compréhensibles, il n'en avait pas la moindre envie. Mais il y avait d'autres possibilités de mettre en place efficacement la collaboration franco-allemande. La France pouvait opposer une résistance, par laquelle on pouvait provoquer certaines réactions, tant dans le pays qu'en Angleterre, qui pouvaient amener finalement les mêmes résultats que ceux que donnerait une collaboration plus concrète.

En outre, il incombait au maréchal Pétain, comme il l'avait exposé précédemment, de rechercher pour la France la moins mauvaise paix possible. Si l'Allemagne, contrairement à ce qu'avait fait la France en 1918, après une victoire bien plus éclatante que celle de la France dans la guerre mondiale, allait jusqu'à faire une offre de collaboration, alors non seulement la France l'accepterait, mais elle la saluerait avec reconnaissance. Il faudrait cependant au début, comme le maréchal Pétain l'avait déclaré, procéder avec mesure et prudence.

Pétain exprima son admiration pour le programme d'armement allemand, en termes éloquentes. Il estimait fantastique l'organisation nécessaire à la réalisation du programme et montra un intérêt particulier pour la couverture des frais des matières premières nécessaires à cette réalisation, qui lui paraissait devoir atteindre des chiffres « astronomiques » car ces matières premières, qui n'étaient pas illimitées, étaient utilisées aussi par d'autres pays. D'un autre côté, l'Allemagne pouvait, sur son propre territoire et dans les pays soumis à son autorité, s'aider au moyen des produits de remplacement. Le Führer objecta alors que, jusqu'au début de la guerre, il avait dépensé 92 milliards de Reichsmarks pour le réarmement allemand. Le maréchal Pétain demanda alors combien pouvait coûter le nouveau programme d'armement, pour lequel le coût des matières premières s'était encore élevé, et exprima son sentiment que ce deuxième programme devait coûter deux fois plus cher que le premier. D'un autre côté, le système monétaire créé par le docteur Schacht et l'organisation autarcique de l'Allemagne devait rendre tout plus facile qu'avant, notamment sur le plan financier.

Pour finir, il manifesta encore son admiration personnelle pour le Führer. Il n'avait jamais connu personne qui avec tant de confiance en soi-même et en son propre peuple ait accompli des exploits aussi gigantesques que le Führer.

Le Führer répondit qu'il avait avant toute chose mobilisé toute la capacité de travail du peuple allemand, et certes pas avec des journées de huit heures, mais avec un temps de travail s'élevant à neuf, dix et onze heures.

Le ministre des Affaires étrangères du Reich intervint alors pour dire que c'était là le véritable secret du succès du Führer, beaucoup plus que le système monétaire de Schacht, une remarque accueillie avec une compréhension chaleureuse, tant par Laval que par Pétain.

Le Führer parla alors de la question des matières premières. Il avait assez de charbon. Sa production d'acier pouvait également satisfaire ses besoins et était garantie par la construction de grandes usines et de grands hauts-fourneaux, dont les plus importants, à Salzgitter, avaient une capacité de quarante millions de tonnes de minerai et de dix millions de tonnes de fer. En outre, pour remplacer le cuivre, l'Allemagne s'était dotée de la plus grande usine de métaux légers du monde. On remplaçait le coton par des fibres à filer spéciales et on tirait des fanes de pommes de terre une fibre d'une qualité remarquable.

La conversation porta ensuite sur l'industrie aéronautique américaine. Le Führer indiqua à ce sujet qu'en 1939 60.000 ouvriers étaient employés dans cette industrie aux Etats-Unis contre 480.000 en Allemagne, et qu'entre-temps le chiffre allemand avait doublé.

Laval souligna qu'on ne pouvait se fier à l'Amérique comme fournisseur de matériel de guerre et mentionna à ce sujet une conversation avec Bullitt, encore en mars de cette année, dans laquelle ce dernier avait affirmé que l'Amérique elle-même ne possédait que 130 avions. Questionné sur la date à laquelle les Alliés pourraient compter avec plus de sûreté sur la production aéronautique américaine, il avait vaguement parlé de 1940 ou 1941, ce dont Laval concluait que toutes les déclarations des gouvernements français précédents au sujet de l'aide américaine ne reposaient que sur des illusions, ne résultaient que de chimères et de tromperies. L'Amérique n'avait qu'un petit nombre d'ouvriers qualifiés, n'avait aucun plan valable d'appareil et aucune installation industrielle. La France s'était montrée prête à investir des sommes importantes dans de telles installations en Amérique et n'avait eu aucun succès et quand lui, Laval, entendait à nouveau parler à tout bout de champ d'une soi-disant aide de l'Amérique à l'Angleterre, il avait l'impression que les Anglais étaient menés en bateau tout comme les Français l'été précédent.

Le Führer parla encore de la difficulté de construire une industrie et de son expérience dans ce domaine en Allemagne, puis rassembla les résultats de l'entrevue de la manière suivante :

Le maréchal Pétain se déclare prêt à envisager le principe d'une collaboration avec l'Allemagne, dans le sens qu'a exposé le Führer. Les modalités de cette collaboration seront réglées et décidées dans le détail et au cas par cas. Le maréchal Pétain souhaite, pour la France, une fin plus favorable de la guerre. Le Führer exprime son approbation sur ce point.

Cette déclaration de synthèse du Führer fut notée mot à mot par Laval en traduction française. Sur ce, l'entrevue prit fin.